ment, ce qui veut dire que demain matin il nous faudra préparer le travail de demain après-midi. Que le ministre veuille bien regarder autour de lui et il verra que presque tous les fauteuils sont vides. Quelques-uns d'entre nous qui désirent surveiller de près les mesures législatives sont obligés de rester ici jusqu'au matin tous les jours. Nous commençons une autre semaine et si le ministre veut faire siéger le comité tous les soirs jusqu'à minuit, qu'il nous le dise. Mais s'il veut être raisonnable, il permettra au comité de lever la séance maintenant.

L'hon. M. GUTHRIE: Je ne pense pas que onze heures et demie soit une heure déraisonnable, mais d'après la façon dont la chose a été présentée au comité, je ne vois rien autre chose à faire que de proposer l'ajournement.

L'hon. MACKENZIE KING: Le ministre aurait pu faire cela sans que l'on eût besoin de le lui demander.

(La motion est adoptée et rapport est fait sur l'état de la question.)

La séance est levée à onze heures et trente minutes du soir.

CHAMBRE DES COMMUNES.

Présidence de l'hon. EDGAR N. RHODES, Orateur.

Mardi, 4 mai 1920.

La séance est ouverte à trois heures.

OCCUPATION DE VLADIVOSTOK PAR LES JAPONAIS.

M. JACOBS: Je demanderai si le Gouvernement a reçu quelque renseignement officiel du Colonial Office ou d'ailleurs au sujet de l'occupation de la ville de Vladivostok par le gouvernement japonais.

Le très hon. sir GEORGE FOSTER (premier ministre intérimaire): Le Gouvernement n'a rien reçu d'officiel.

DISCUSSION D'UNE INTERPELLATION SUR LE PROJET DE COALITION DE L'INDUSTRIE METALLURGIQUE ET DES TRANSPORTS MARITIMES.

M. RICHARDSON: Monsieur l'Orateur, hier, avant le passage à l'ordre du jour, je me suis efforcé, en posant une question au Gouvernement, de porter à la connaissance de la Chambre le projet de merger des intérêts de l'acier et de la navigation. Je n'ai

[L'hon. Mackenzie King.]

pas d'excuses à présenter à la Chambre pour porter cette question à l'attention de ses honorables membres, car le projet de merger dont on se vante, rivalisera avec la compagnie du Pacifique-Canadien en importance et en capital.

Il peut se faire, monsieur l'Orateur, que cette coalition commerciale soit avantageuse...

M. l'ORATEUR: Je n'ai pas interrompu l'honorable député, parce qu'il m'a fait savoir qu'il proposerait l'ajournement de la Chambre, conformément à l'article 39 du règlement. Or l'honorable député aurait dû commencer par là; car il n'a pas le droit de continuer à discuter cette question, à moins d'avoir obtenu au préalable le consentement de la Chambre.

M. RICHARDSON: Je tiens dans ma main la motion que j'ai l'intention de proposer.

Le très hon. sir GEORGE FOSTER: Je prierai mon honorable ami de remettre l'affaire à demain, vu que ni le Gouvernement ni moi-même n'avons été avertis de son intention.

M. RICHARDSON: Je serais on ne peut plus heureux de me rendre au désir de mon très honorable ami, si je ne me préparais à partir ce soir pour Winnipeg. Or si je n'insiste pas afin de présenter ma motion il y a lieu de craindre que le merger ne devienne un fait accompli à nos dépens...

M. JACOBS: Très bien, très bien.

M. RICHARDSON: ...avant que j'aie l'occasion d'exposer les faits de la cause.

Le très hon. sir GEORGE FOSTER: Mon honorable ami aura, si je ne me trompe, tout le temps voulu pour déposer sa motion avant que se constitue le merger dont il parle.

M. RICHARDSON: C'est au Gouvernement de décider, monsieur l'Orateur. Si mon très honorable ami (sir George Foster) — pour lequel je professe la plus grande estime — insiste pour que je remette à plus tard le dépôt de ma motion, il va sans dire que je m'inclinerai de bonne grâce devant son désir, bien que je doute fort que j'aie l'occasion, par la suite, de soulever un débat relativement à cette affaire. Je serais en mesure d'exposer les faits en quelques minutes, si l'on me permettait de continuer.

Le très hon. sir GEORGE FOSTER: Que mon honorable ami agisse comme il l'entendra. Personne n'y trouvera à redire.